

La Comptabilité Nationale

1/ Définitions et genèse de la comptabilité nationale

D Comptabilité nationale : (INSEE) représentation globale détaillée et chiffrée de l'économie nationale ds un cadre comptable. Elle a not. comme obj la collecte et l'organisation d'information statistiques, la représentation des circuits éco, l'évaluation des agrégats... Ces outils permettent l'analyse des comportements éco et financiers et des résultats de la pol éco.

D Agrégat : Grandeurs synthétique caractérisant divers résultats d'ens de l'éco nationale : prod° nationale, R national, masse monétaire..

Le **besoin de mesure** a aug avec la **complexité croissante des échanges** et **l'intervention accrue de l'Etat** au travers des pol éco. Dès la WWI, on s'est aperçu qu'on manquait d'instruments quantitatifs sur les différentes productions et le besoin de mieux connaître l'interdépendance des différentes branches de l'éco ds le cadre du circuit productif a été ressenti

Ainsi, dès la fin de la WWI se sont dév d'autres expériences d'intervention étatique. D'abord en Union Soviétique, puis ds les régimes fâchistes...

Ds les démocraties libérales, la crise des 30's a marqué une accélération de l'intervention de l'Etat.

→ La théorisation de ce processus d'intervention présente **ds l'analyse Keynésienne** va **renforcer le besoin de quantification** des données éco.

En **Fr**, un **syst simplifié de comptabilité nationale** a été mis en place pour la 1^{ère} fois en **1950**
L'ONU a mis en place un syst normalisé en 1953.

Puis en 1976, elle va s'adapter au système européen des comptes, prenant le nom de SECN (système Européen de CN). Au niveau Européen une compta commune a été mise en place depuis 1999, c'est **le système Euro de la compta** (s'impose ds ts les pays de l'Union)

Jusqu'en 1975, la prod° enregistrée ds cette CN se limitait à la sphère marchande. Depuis 1976, elle enregistre aussi les S non marchands des ménages, des APU ...

Au **niveau international** => nouveau cadre élaboré depuis 1993. La compta nationale est utilisée ds le cadre de prévisions à long terme et, à moyen et court terme.

Ex : Elaboration du budget de l'Etat. Elle est aussi utilisée pour les comparaisons internationales et l'analyse de conjoncture : elle permet de saisir les variations qui interviennent au cours de l'année (ex : variation de richesse créée).

Les stocks aussi sont analysés à partir de leur variation durant l'année => Ces chiffres permettent dc une analyse statistique comparative.

Depuis 1990, il existe aussi une **compta de patrimoine** qui pose bcp de pb. Les données utilisées par les comptes nationaux sont généralement des données indirectes (données fiscales, d'enquêtes, des compta privé)

La plupart des grandeurs cernées sont **mesurées par rapport à la valeur des px**, ce qui nécessite une analyse critique ds la mesure où **ts les prix ne sont pas formés de la même façon**. Par exemple, certains secteurs sont fortement monopolisés , ou st concurrentiels, ou alors administrés... ce qui se répercutent sur la formation des prix.

La comptabilité nationale a un **cadre territorial bien déterminé** composé de :
Fr métropolitaine + les DOM + espace aérien et maritime - enclaves étrangères en Fr (ex : les ambassades) + les ambassades Fr à l'étranger.

➔ Les TOM appartiennent au reste du monde (ne st pas inclus ds la comptabilité nationale)

2/ L'analyse du circuit économique

La comptabilité nationale étudie le circuit éco. Son analyse du circuit éco est centrée sur :

*l'équilibre du **marché des produits**

*l'analyse des **flux de R** (contreparties ou non d'opérations productives)

*l'analyse des **flux monétaires et financiers**

Schéma d'une production simple en éco fermée

Eco sans Etat, sans relations avec le mde extérieur, sans secteur financier.

Ds ce genre d'éco, à l'occasion des opérations de production, on crée des B et S et on distribue de R (ceux-ci étant ou non dépensé). Dc la prod° simple en éco fermée donne naissance à 2 type de flux :

Flux de B et S, flux de R

(voir schéma du poly et du cour ... comparer)

Mais en réalité, l'éco est + complexe (relations avec l'extérieur, un Etat, un secteur financier)

(Schéma des relations extérieures)

> **L'état** : Une des fct essentielle de l'Etat est d'intervenir au niveau de la **redistribution du R** par l'intermédiaire des prélèvements obligatoires et la distribution de prestations sociales. Donc l'Etat modifie la répartition primaire des R par des opérations de redistribution.

> L'existence d'un **secteur financier** permet :

- Le **placement des R** non dépensés ds l'année en cours
- De **financer des dépenses**, soit par prélèvement des sommes épargnées, soit par emprunt (qui peut être financé not par création monétaire)

Ce secteur financier crée dc une certaine déconnexion entre la dépense et le R de la période en cours

> Les **échanges avec l'extérieur** se font à 3 niveau :

- Echanges de **B et S** : ceux-ci peuvent être X et M
- Flux de **R** : ceux-ci peuvent être envoyés à l'étranger ou rapatriés en Fr

(ex :profit d'une ent Fr qui est située à l'étranger). On peut aussi placer son épargne à l'étranger.

- Flux **financiers**

Ces 3 types d'opérations st distingués par la comptabilité nationale :

1 – Opérations sur **B et S** : Elles décrivent **l'origine des B et S en circulation** ds l'éco et la **nature de leur utilisation**. Une synthèse de ces opérations sur les produits est faite ds le **TES (Tableau d'entrée/ sortie)**

2 – Opérations de **répartition des R** : Elles décrivent la **formation du R** des différents secteurs de l'éco (ce st des opérations de distribution et de redistribution)

3 – Opérations **financières** : Elles décrivent le mvmt des **créances et des dettes**.

Le **TEE (Tableau Eco d'Ensemble)** présente une synthèse de l'ensemble de ces opérations.

Les comptes nationaux introduisent un double découpage ds la comptabilité de flux :

➤ **Le 1^{er}** : centré sur la **prod° de B et S**. Il vise à analyser le **syst productif** selon une logique

d'interdépendance entre les unités du syst productif.

➤ Le 2nd, en secteurs institutionnels, permet de représenter à côté des opérations de prod°, de conso, d'I, **la circulation des R et le financement de l'éco**. Un secteur regroupant des unités ayant pr l'essentiel la même logique de comportement.

I. Le 1^{er} découpage : L'analyse du système productif

L'analyse de l'interdépendance entre les unités du système productif va se faire en utilisant le **découpage de l'éco en branches**. Pr cela elle reprend l'analyse faite par Leontieff.

D branche : Regroupe un ens d'unités de prod° qui produit **un seul type de B ou S**. Au contraire, un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

Ex : Si l'ent Renault ne rentre pas en entier ds la *branche* « automobile » car elle ne produit pas que des automobiles, elle entre en entier ds le *secteur* « automobile » car l'auto. est sa prod° principale.

De + Une branche est définie en aval par le produit qu'elle fabrique, et en amont par les produits qu'elle utilise ds sa prod°.

➔ Un **produit** est un **agrégat** (il regroupe en lui même un certain nb de produits de base). Par exemple : un bœuf est un agrégat de viande et de cuir ...

Ds cette perspective de découpage en branche, **l'activité d'une même ent** peut être **divisée en plsr branches**. **Leontieff** va donc analyser l'interdépendance au niveau de la production entre branches uniquement en ce qui concerne les consommations intermédiaires.

D CI : conso qui se fait ds le cadre du processus productif

Ex de cette interdépendance : L'agric pr produire utilise des engrais qui st fabriqués par l'industrie chimique. Pr aug prod agric, on aug prod d'engrais (dc il y a interdépendance des 2 branches) ...

A. La présentation de Leontieff + Demande finale

- Présentation de base en **3 secteurs** (1 : agric / 2 : industrie / 3 : services)

- **En ligne** les **produits**, en **colonnes** les **branches**.

- Ex de lecture : la branche 2 pr sa prod° utilise une unité de produit 1. (on se situe en éco fermée)

Prodts \ branches	1	2	3	Σ CI en produits
1	4	1	0	5
2	0	4	0	4
3	6	2	8	16
Σ CI par branches	10	7	8	25

Leontieff fait la distinction entre les **CI et la D finale**. Notons que la production, la CI et la D finale st mesurés selon les « **prix de bases** ».

D prix de base : Recettes effectives des producteurs par unité de prod°. Ce prix incorpore **d'éventuelles subventions** versées sur les produits mais n'incorpore pas les impôts sur les produits comme la **TVA** ou la **TIPP** (taxe intérieure sur les produits pétroliers), qui st versés par le producteurs après collecte, à l'adm fiscale.

La Demande finale

En éco fermée et sans Etat, la D finale regroupe les dépenses de conso des ménages (DC) et l'I :

D Demande finale : DC + I

On considère que DC est une « conso finale » car cette conso, qui satisfait les besoins individuels, **fait sortir les B du circuit productif**.

L'investissement

Ds I on distingue 2 composantes : **FBCF** et **VS** (variation de stock)

→ **FBCF** enregistre la valeur des **acquisition d'actifs fixes**, c'est-à-d dont l'utilisation a une **durée de vie** > à **un an**. Cette acquisit° peut aussi être l'utilisation de **B** qui ont été **produits ds l'ent elle-même**.

Les actifs fixes peuvent être :

*corporels : B d'équipement, bât..

*incorporels : logiciels, brevets...

Ds cette FBCF on intègre aussi **l'acquisition de B durables** par les **armées** à condition que ceux-ci puissent avoir **une utilisation civile**. (ex : casernes qui st ensuite transformées en lycée => FBCF)

→ **VS** : Valeur des stocks en fin d'année – Valeur des stocks en début d'année

Ainsi ds une éco fermée sans Etat , **D finale = DC + FBCF + VS = C + I**

Remarque : une **croissance de l'I** ne signifie pas forcément que la situation est positive :

- Si elle provient d'une **aug de la FBCF** : situation **positive**
- Si elle provient d'une **VS positive** : situation **négative** car on a des stocks invendu qui vont peser au cour de la période suivante sur la production.

[Si on produit en fct d'une anticipation qui s'avère erronée (la conso réelle < à celle anticipée et dc épargne > à ce qui avait été anticipé), on accumule des invendus et I aug, on aura dc tjs $S = I$]

VA brute d'une branche

= Valeur de la prod de cette branche – Valeur des CI de cette branche

→ La VA brute mesure la **contribution productive d'une branche à l'éco**. Ainsi, $PIB = \sum VA \text{ brutes}$

B. Le tableau d'entrée-sortie

Sur cette base les comptables nationaux ont construit **pour une éco ouverte** avec Etat, le TES. Celui-ci se présente comme un **ensemble de 6 tableaux** présentés ainsi :

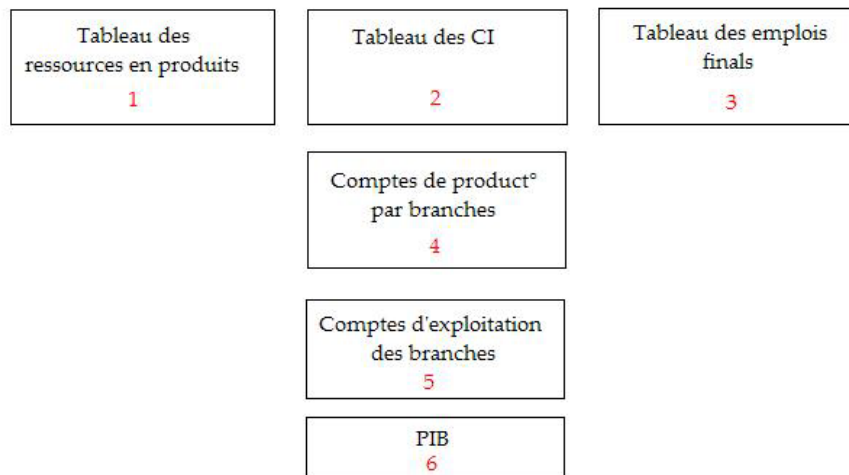


Tableau 1 : Ressources en Produits

- En **ligne** : les différents **produits** (Il $\exists$ des tableaux + ou – dév. (5 produits,13 produits ...))
- En **colonne** : en éco ouverte on a **l'origine des B et S** qui circulent ds l'éco. Celle-ci est double : soit la production, soit l'importation

→ **La production** : (évaluée au **prix de base** (ce que le producteur va garder))

> On peut avoir une production de B et de S. Pr les B pas de pb. Mais **pr les S**, ils peuvent être :

- marchands : Ils st échangés sur les marchés et **ont dc un prix**

- **non marchands** : St considérés comme S non marchands qd leur **prix est < à 50% du coût**. Ces S st généralement **fournis par l'adm**. Ils peuvent ê divisibles ou non (ex de « non divisibles » : défense nationale). Les S non marchands n'ont pas de prix (ou un prix pas significatif économiquement), mais **ont un coût**.

> A coté de la prod° marchande et non marchande, on trouve aussi la **production pr emploi finals propre (PEFP)**. Elle regroupe par exemple, l'évaluation des **S de logements** qd ils st occupés par leurs propriétaires. La prod° est alors mesurée par **les loyés imputés**.

Ex : Un propriétaire louant un logemt est considéré comme étant producteur de S et ce S est évalué à partir du loyer. Mais un propriétaire qui occupe son propre logemt a une PEFP (on impute à la prod° un certain loyer)

On trouve aussi ds cette PEFP : la prod° des **jardins familiaux** et les S produits par des **domestiques**, considérés comme une prod° des ménages.

→ Les importations:

- Elles st généralement comptabilisées au **prix CAF** (**coût-assurance-fret** compris). Cela correspond au prix à la frontière du pays importateur (avt acquittement des taxes et droits sur les M)

Ds le prix CAF on a à la fois **le prix du produit** lui même, la **rémunération des S de transports et d'assurances** qui peuvent être importé ou non (ex : on importe un produit du Brésil mais on le ramène grâce à une compagnie de bateaux Fr..)

Pr homogénéiser cela, on introduit une **correction globale** ds le tableau pr avoir le **prix FAB** (**prix Franco à bord**) => Prix de la marchandise chargée à bord du moyen de transport qui va la transporter (Sorte de prix de base). Cela permet de distinguer le prix de la marchandise lui-même et le prix des S (assurance, transports).

Dc ds le tableau, on aura (ds les px), une ligne prix FAB, une ligne transport, une ligne assurance pr rendre les choses + claires.

→ **Prod° et M** doivent être **évalués au prix de marché** pr ê **comparés aux emplois** (qui st évalués aux prix d'acquisition dc aux prix de marché.) On introduit dc ds le tableau 1, des colonnes qui permettent de calculer la valeur des ressources au prix de marcher. On aura dc :

Pr les produits : **prod° au prix de marché** = prod° au prix de base + marges commerciales (MC) + marge de transport (MT) + impôts sur les produits nets de subventions (IP).

Pr les M : = M au prix FAB + MC + MT + IP

Not, les **impôts** sur les produits dt la TVA, et les **marges liées à la distribution** et à la **commercialisation** des produits.

IP => Les impôts sur les produits appartiennent à la catégorie + générale des impôts sur la prod° et les M. Ils st **liés à la qté de produits fournis**. On trouve not ds cette catégorie la TIPP, la TVA non déductible et les droits de douane.

SP => Colonnes où figurent les éventuelles subventions qui peuvent exister pr certains produits (not agricoles). En fait ces subventions figuraient ds le prix de base ; on doit donc les en retirer car on cherche, avec le tableau 1, à obtenir la valeur des produits au prix de marché.

MC => Les marges commerciales = px auquel un commercial vend un produit – le prix auquel il l'a acheté. (même chose pr les marges de transport)

Tableau 2 : Consommations intermédiaires

- En **ligne** : produits (B et S)
- En **colonne** : les branches

Théoriquement, ce tableau **devrait être carré** puisque les branches st définies à partir des produits qu'elles fabriquent. Mais pr des raisons, not comptables, il n'en est pas ainsi.

→ En effet, un pb se pose au niveau du **traitement des S financiers**.

- Ceux-ci sont des S marchands dt certains st rémunérés directement. Ex : A la banque, on demande de faire un virement ds un pays étranger: cela nous est facturé directement.
- Mais il existe des S qui ne st **pas rémunérés directement**. Ces services st appelés **SIFIM** (Services d'intermédiation financière indirectement mesurée) :

On considère que l'ensemble de ces SIFIM ds le TES, sont **consommés par une branche fictive** (BUF = branche unité fictive). Cette branche fait une conso de S. Puisqu'elle est fictive sa conso est nulle et sa VAB est négative.

Depuis 2005 les comptables nationaux essayent de **ventiler, répartir, ces S entre les utilisateurs**. Ainsi, ds les nouveaux calculs, la colonne BUF devrait disparaître.

→ Pb aussi au niveau de la présence d'**une branche « commerce »**, ds des TES + dév. Mais il n'existe pas de produit commerce. Cela peut expliquer qu'on ait plus de branches que de produits ...

→ **La ligne de correction territoriale** concerne (surtt) les conso des ménages

Tableau 3 : Dépenses de conso finale, I (FBCF + VS) et X

→ **Ds les dépenses de conso finale, on distingue:**

1- celle des ménages : Elle représente l'acquisition de produits utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels des ménages. Aucun pb sauf avec la TVA et la correction territoriale :

***1^{er} pb** : TVA => **Impôt sur la conso des ménages**

(schéma ds la pratique)

=> Ds la pratique il existe une **TVA déductible** et une **TVA non déductible**. La TVA est prélevée par les différentes ent au fur et à mesure qu'elles créent la VA, puis reversée à l'Etat.

En fait, *en comptabilité nationale*, **on considère que la TVA déductible n'existe pas**. Du côté **emploi**, la TVA est incluse ds la **dépense de conso des ménages**. Côté **ressource**, elle figure ds les impôts sur les produits (colonne IP contient not la TVA). Ds le Tableau 2, ttes les facturations st hors TVA.

***2^e pb** : Pr la dépense de conso des ménages => **correction territoriale**

On retire du poste « dépense de conso » des ménages, ce qui a été consommé en Fr par les non résidents et on y ajoute la dépense de conso des résidents hors du territoire national.

2- celle des adm (colonne DC APU) : Pb liés à l'identification des utilisateurs de S non marchands et l'évaluation de ceux-ci

- Globalement les S non md des adm st **évalués à partir de leur coûts**. Celui-ci représente la

$$\sum (CI \text{ liés à la fourniture de ces S} + \text{coût salarial} + \text{impôts liés à la prod}^\circ + \text{conso de K})$$

- Par convention on supposera que la production de S non md par l'Adm est supposée être **consommée** sous forme de dépense de conso **par l'adm**. Comme on ne sait pas qui a consommé, par exemple le S de défense nationale, on supposera que l'adm consomme elle-même sous forme de dépense de conso, les S non marchands qu'elle produit. Ces S peuvent être divisibles ou indivisibles :

*La dépense de conso individuelle des Adm correspond aux S divisibles

*La dépense de conso collective correspond aux S indivisibles

→ Les **X** st évaluées aux prix FAB et représentent la valeur des B et S fournis par des unités résidentes, à des unités non résidentes. Ces B et S ne sortent donc pas forcément du territoire national (ex : une touriste américain qui va manger ds un restaurant à Paris fait une X)

→ **Dc le total emploi = total CI en produit + total des dépenses de conso + FBCF + VS + X**
Ce n'est pas juste le total emploi final, il ne faut pas oublier d'ajouter le total des CI.

Tableau 4 : comptes de production par branches

→ De façon générale un compte de prod° comprend le **calcul de la VA brute**.

On y trouve dc les lignes :

- somme des CI de chaque branches
- prod° de chaque branches.

Et on obtient une ligne : VA brute = prod° de la branche - $\sum$ des CI de cette branche

→ On a aussi parfois, ss le compte de prod°, **plsr lignes intitulées « transfert de produit fatals »**. => un produit techniquement lié à la production d'autres produits du même groupe. (Cela correspond au traitement des brevets de recherche.)

Cette ligne permet d'homogénéiser la prod° des branches. C'est pour cela que le total de cette ligne est nul car ce qu'on enlève à une branche, on le rajoute à une autre.

Ex : la ligne « prod° des branches, peut ne pas être homogène. Ds ce cas, on aura ces lignes

Tableau 5 : Ce st des comptes qui comprennent la VA, la rémunération des salariés... Le solde du compte étant l'excédent brut d'exploitation (EBE) => c'est ce qui reste à l'ent qd elle a payé CI et w

Tableau 6 : PIB

PIB peut être calculé à partir de l'égalité emploi – ressource :

→ Ressources : prod° + M + impôts sur les produits net de subventions
(Emploi) = $\sum$ (CI + DC + FBCF + VS + X)

C'est une égalité comptable qui n'est pas significative d'un équilibre éco.

Correction du tableau

→ variations de stocks : elles st positives car on a accumulé des stocks non désirés à cause d'une insuffisance de la D par rapport à la D anticipée.

II. L'analyse du circuit économique

- Définition des secteurs institutionnels
- Les comptes de secteurs
- L'architecture du TEE

En compta nationale il existe 2 découpages qui permettent de décrire l'interdépendance des agents éco.

1 – Approche du TES (vu ds I.) : elle reposait sur un découpage en branches et décrivait surtt l'une des formes techniques d'interdépendances, c-à-d les relations entre les branches, not à travers les flux de CI.

Mais cette présentation ne rendait pas compte de la circulation du R depuis son apparition comme contrepartie du produit jusqu'à sa dépense comme D finale.

2-2nd découpage = découpage en secteur de l'éco nationale. Il comble cette lacune en montrant comment la valeur du produit (R) est répartie entre les différents agents et comment elle est utilisée.

L'interdépendance n'est plus un phénomène technique mais un phénomène qui se manifeste ds la répartition du R et sa dépense. Ex : un w versé par une ent, puis dépensé par un ménage, qui constitue ensuite une recette pr un autre secteur ..

Ce 2nd découpage repose sur la notion de **secteur institutionnels**

A. Les 5 secteurs institutionnels

D secteur institutionnel (SI) : Il est formé de l'ens d'unités élémentaires de décision qui ont un comportement éco analogue. Pr caractériser ce comportement on utilise la fct éco principale et les principales ressources. C'est un regroupement d'unités économiques résidentes caractérisé par sa ou ses fonctions principales et sa ou ses ressources

Nom du secteur	Fonction principale	Ressources principales
Sociétés non financières	Produire des biens et des services marchands non financiers	Vente de biens et services marchands non financiers
Sociétés financières	Fournir des services d'intermédiation financière et/ou exercer des activités financières auxiliaires	Fonds provenant des engagements financiers contractés ; primes contractuelles ; cotisations sociales volontaires.
Administrations publiques	Produire des services non marchands destinés à la collectivité et effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses	Versements obligatoires effectués par les autres secteurs
Institutions sans but lucratif au service des ménages	Produire des services non marchands au profit des ménages	Contributions volontaires des ménages ; versements provenant des administrations publiques
Ménages (y compris les entrepreneurs individuels)	Consommer et, en tant qu'entrepreneurs individuels, produire des biens et des services marchands non financiers	Rémunération des facteurs de production ; transferts effectués par les autres secteurs ; vente de biens et services marchands non financiers

Le reste du monde :

- intégration des échanges extérieurs (échanges entre résidents et non résidents)
- secteur qui n'est caractérisé ni par sa fonction principale, ni par ses ressources principales.

On a vu ds le 1^{er} découpage qu'une sté pouvait être divisée en plsr branches. Mais d'un pt de vue perception/distribution des R la sté est une unité.

On va retrouver ds la description du circuit les opérations sur les produits déjà présentés ds le TES mais analysés du pt de vue sectoriel. Ainsi on distingue ds le SECN (syst européen de compta nat.) 5 secteurs institutionnels internes à chaque pays (+ le RDM)

Tte unité institutionnelle appartient à un secteur et à un seul.

1^{er} secteur : Les stés non financières (SNI)

- Fct principale : produire des B et S marchands non financiers (le prix de vente de ces S doit ê supérieur à 50% du coût).

- Ressources principales : proviennent du produit de la vente.

On trouve parfois des subdivisions de ce secteur en faisant apparaître :

*stés non financières privées nationales
* stés non financières ss contrôle étranger
* stés non financières publiques (contrôlées par une adm)
aussi parfois des quasi-sté : sucresalle en Fr d'une ent étrangère

2^e secteur : les ménages

Il comprend : les ménages au sens strict, la pop des institutions (couvents, casernes...), les entrepreneurs individuels (entreprises qui paye l'impôt sur le R et non l'impôt sur les sté)

- Fct principale : * « ménages » au sens de l'INSEE = consommation.

*entrepreneurs indiv. : prod° de B et S marchand non financiers.

-Ressources : * « ménages » : distribution primaire des R et de la redistribution

* entrepreneurs indiv : vente des B et S qu'ils produisent

3^e secteur : stés financières

- fct principale (pr l'INSEE) : Collecter, transformer et répartir des disponibilités financières.

➔ Notons l'insuffisance de cette déf : leur rôle est aussi de créer la monnaie mais l'INSEE n'en tient pas compte

- ressources principales : perception d'intérêt

Ce secteur regroupe les établissements de crédits et assimilés (ex : crédit d'épargne), OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières), cela regroupe aussi les compagnies d'assurances (vocation 1^{ère} = garantir contre des risques en échange de cotisations et de primes d'assurances volontaires et de payer des indemnités en cas de réalisation d'un sinistre)

➔ Les compagnies d'assurances avt le syst international de compta nationale, constituaient un secteur séparé. Mais auj, ds la mesure où elles st de + en + présentes sur le plan financier, on les a regroupé avec les sté financière même si elles n'ont pas le même but ...)

4^e secteur : les adm publiques (APU)

- fct principale : production de S non marchand destiné à la collectivité, assurent des opérations de redistribution du R et des richesses nationales.

-Ressources principales : les prélèvements principaux

Ds les APU on trouve :
APUC (adm publique centrale = l'Etat)
APUL (adm publique locales . Ex collectivités locales)
ODAC (organisme d'adm centrale. Ex : CNRS)
ODAL (organisme d'adm local. Ex : ch de commerce)
ADSS (adm de la sécu sociale)

⇒ Le groupe de APU constitue un tout

Ex : Qd on parle de déficit public ds le cadre de l'UEM : Ce n'est pas le déficit budgétaire c'est le déficit de l'adm (ensemble des APU). Le déficit budgétaire est le déficit de l'APUC seulement

5^e secteur : Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Elles produisent des S non marchand destinés à des groupes particuliers de ménages et des S marchands (sans but lucratif)

On y trouve de tout : Les scouts, églises, comité d'entreprise, sectes...

Ressources : contribution volontaires versées par les autres secteurs et les adm publiques

A côté de ces secteurs on trouve le RDM.

B.

Entre ces différents secteurs on distingue 3 type d'opérations :

Emploi	Ressource

- * opérations sur les produits (1)
- * opérations de redistribution (2)

Actif	Passif

- * opérations financières (3)

(1) décrivent l'origine et l'utilisation des B et S ds l'éco.

(2) retracent la distribution et la redistribution du R issu de la prod° ou des relations avec le RDM

(3) portent sur des créances et des dettes

Les opérations de chaque secteur st regroupées en :

- **5 comptes courants** : Ils st tenus en emploi/ressources et décrivent la nature et l'origine et l'utilisation du R pendant une période. Ce sont :

- * Compte de production
- * Compte d'exploitation
- * Compte d'affectation des R primaires
- * Compte de distribution secondaire du R
- * Compte d'utilisation du R

- **2 comptes d'accumulation** : Ils st tenus en variation d'actif/passif et décrivent la variation de la richesse nette au cours d'une période. Ce sont :

- * Compte de Capital
- * Compte financier

Les comptes du RDM présentent une configuration spécifique : Il y a un compte des opérations sur B et S (non financiers) et un compte financier. La structure des comptes du RDM est proche de la balance des paiements.

ATTENTION : Les importations du RDM st pr nous, une ressource (car cela signifie un export pr ns)

Les exportations du RDM st pr nous un emploi (car cela signifie un import pr ns)

Les comptes non financiers sont tenus en emploi/ressource. Chaque compte est équilibré :
Ressource = emploi + solde

Les comptes sont liés car le solde de chaque compte apparaît en ressource du compte suivant. Le découpage de l'activité en compte doit permettre de faire apparaître différents soldes qui sont pertinents au regard de l'analyse éco.

Découpage en comptes

SNF (sté non financières)

→ Les 5 comptes courants

Emploi	Ressources
*Somme des CI	*Production
* solde : VAB	

Le **compte de Prod°** ne comprend que des opérations sur les produits. Le Solde est la VAB => représente la contribution productive du secteur à l'éco.

Ce compte a la même structure pr tous les secteurs.

Emploi	Ressources
*Rému des salariés	*VA brute
*Impôts liés à prod° nette de subv° d'exp	
*solde : EBE	

Le **compte d'exploitation** décrit les opérations de répartition strictement liées à l'exploitation.

Tt est brut => On ne tient pas compte de la conso de K fixe (lié à l'usure des équipements). Ainsi, on voit « rému des salariés » et non « salaires » car ce qui figure ds le compte

d'exploitation représente le coût total de l'emploi par les employeurs :

Rému des salariés = salaire brut + cotisations patronales + prestations sociales directes

⇒ Salaire brut = salaire net + cotisations sociales des salariés à la Sécurité sociale

⇒ Prestations sociales directes : prestations versées par les employeurs aux salariés sans contrepartie (ex : Une semaine de congé en + car on juge que le L fourni est pénible)

⇒ Subventions d'exploitation : versée en aide par adm ou RDM (ex : PAC)

⇒ EBE : C'est ce qui reste après répartition du R primaire. L'excédent brut d'exmploitation est dc ce qui reste une fois que l'ent a réglé ts les frais liés à la prod°

Emploi	Ressources
*R de la propriété versés	*EBE
*solde : SBRP	*R de la propriété reçus

Le **compte d'affectation des R primaires** ne comprend que des opérations de répartition. Sa structure est très différente selon les secteurs.

Pr les différents secteurs, il fait apparaître l'origine de l'ensemble des R. Ici pr les sté non financières, il fait aussi apparaître les R de la propriété. Le solde de ce compte est le SBRP : Solde Brute des R Primaires.

Emploi	Ressources
*IS	*SBRP
*Prestat° sociales directes	*cotisat° sociales imputées
*solde : RDB	*autres transferts courants
*autres transferts courants	

Le **compte de distribution secondaire du R** fait apparaître les transferts liés aux prélèvements fiscaux sur le R et à la redistribution sociale liée aux sté. Solde = R disponible Brut (ce qui peut petre dépensé une fois qu'on a payé l'ens des prélèvements obligatoires et contractuels).

Emploi	Ressources
*DC = 0	*RDB
*EB (épargne brute)	

Le **compte d'utilisation du R.**

- Pr les SNF, DC = 0 car ttes les conso st des CI

- De +, pr les SNF, EB = RDB

→ Les 2 comptes financiers

Δ Actif	Δ Passif
*FBCF	*EB
*Δ Stock	*Transferts en K reçus moins versés (<i>Aides à l'I</i>)
*ANFNP (<i>actif non financier non produit</i>)	
*Solde = cap/besoin de financement	

Le **compte de Capital** a pr but d'indiquer comment l'épargne et les transferts nets (c-à-d,

« transferts reçus moins versés) en capital st utilisés pr la formation de K.

(cela correspond à l'ens des ressources qui vont servir à financer l'I)

→ Le solde peut être positif (capacité) ou négatif (besoin)

Δ Actif	Δ Passif	Le compte de financier a pr but de décrire l'ensemble des opérations financières entre secteurs, c'est-à-dire comment la capacité de financement a été utilisée ou comment le besoin de financement a été couvert.
* Opé fiancières	* Opé fiancières *Cap ou besoin de financement	

Ce compte ne contient que des opérations financières

Les ménages

→ Les 5 comptes courants

Emploi	Ressources	Compte de production => C'est le même pr tous les secteurs Ici, pr les ménages, la prod° sera surtt celle des entrepreneurs individuels. Mais les ménages non entrepreneurs indiv peuvent aussi avoir une acti productive ex : PEFP.
*Somme des CI * solde : VAB	*Production	

Emploi	Ressources	Le compte d'exploitation a la même structure que pr les SNF.
*Rému des salariés (versés par ent indiv) *Impôts liés à prod° nette de subv° d'exp *solde : EBE	*VA brute	

Emploi	Ressources	Le compte d'affectation des R primaires est différent. Ce compte va contenir les R du L et les R du K → Pb soulevé par les prestations sociales : Leur traitement en compta nationale diffère de ce qu'il est ds la pratique. <u>DANS LA PRATIQUE</u> S → M : w net + prestations sociales directes S → A : Ens des Cotisations sociales (patr + sala) A → M : prestations sociales
*intérêts (v) *solde : SBRP	*EBE *Rému des salariés(r) *intérêts, dividendes (r) * divers R de la propriété reçus	

MAIS EN COMPTABILITE NATIONALE

[Prestations sociales directes = celles versées par les ent aux ménages, sans contrepartie.]

S → M : Rému des salariés (w net + prestation sociales directes + cot partonales)

M → A : Ens des cotisations sociales

M → S : Cotisations sociales imputées

A → M : Prestations sociales

En fait compta nationale on fait apparaître des lignes significatives au regard de l'analyse éco :

- **ligne rému des salariés** : on fait comme si les ménages avaient reçus tt ce qui correspond à la charge effective liée à l'emploi (w net + prestation sociale directes + cotisations sociales).

- **ligne cotisation sociale** : les ménages vont reverser à l'adm les cotisations sociales salariales et patronales et pr homogénéiser le traitement entre cotisations sociales et prestations sociales (entre prestations sociales tt court et directes), on suppose qu'ils versent de façon fictive, des cotisations sociales imputées (ligne de rééquilibrage comptable).

- **ligne prestation sociale** : les prestatoins sociales versées par les adm aux ménages et les prest sociales directes.

EXERCICE

On suppose qu'on a 3 secteurs :

- w nets versés par Stés aux ménages : 20
- cotisations des salariés à la Sécurité sociale (adm) : 4
- cotisations patronales à la Sécu (adm) : 10
- prestations sociales directes : 3
- prestations sociales à la Sécu : 5

Emploi				Ressource		
S	M	A		S	M	A
37			Rém. des salariés		37	
	14		Cot sociales effectives			14
	3		Cot sociales imputées	3		
3		5	Prestations sociales		8	

=> 37 : Les Stés versent aux ménages : w nets, cot patronales + sociales , les prest° sociales directes

=> 14 : Les **cotisations sociales effectives** constituent l'ens des cot sociales (patronales + sociales)

=> 3 : les cotisations sociales directes ont la même valeur que les prestations sociales directe

=> Au final, le w reçu par les ménages : $38 = 37 + 8$ (w net + prest° sociale) – $14 - 3$ (cot sociales)

Emploi	Ressources
*IRPP (impôt)	*SBRP
*Ens des cotisations soc ^L	*prestat° sociales (sécu + directes)
*primes d'assurances	*indemnités d'assurances
*RDB	

Le compte de distribution secondaire du R.
Le solde = le RDB : Celui-ci va servir ds le compte d'utilisation du R pr consommer et ce qui ne sera pas consommé représentera l'épargne.

Emploi	Ressources
*DC	*RDB
* solde : EB	

Le compte d'utilisation du R

Le **compte de K** et le **compte financier** st de même type que celui des sté, à la différence que pr les ménages (hors entrepreneurs individuels), la seule FBCF prise en compte est l'acquisition de logement.

Les Administrations Publiques (APU)

Compte de production

Leur production est non marchande. Elle est évaluée à partir des coûts de production. Ceux-ci se composent des *CI + Rémun. des salariés + Impôts sur la prod° + Conso de K fixe*

On a une prod° marchande des adm (prod° résiduelle : relativement peu importante) qui est évaluée au prix de vente.

Compte d'exploitation : pas de chgt

Emploi	Ressources
*R de la propriété (v) *solde : SBRP	*EBE *Impôts à la prod (r) – Subvent° d'exploitat° (v) par APU *R de la propri (r)

Compte d'affectation des R primaires

Emploi	Ressources
*Prestations sociales *transferts aux ISBLSM *solde : RDB	*SBRP *impôts sur le R et le patrimoine *cotisat° sociales *transferts

Compte de distribution secondaire du R :

Ressources : Ce st celles liées au rôle de l'adm en tant que redistributeur de R

➔ « transferts » = catégorie très large

Emploi	Ressources
*DC *EB	*RDB

Compte d'utilisation du R :

- Ici DC représente, par convention la part de la prod° non marchande. Cette DC est ventilée entre 2 postes :

La dépense de conso individuelle et la DC collective :

DC individuelle = Part des S non marchands qui ont été consommés de façon individuelle par les ménages.

DC collective = S non divisibles consommés par la collectivité

Le **compte de K** a la même structure que précédemment. **On néglige le compte financier** car on a pas encore traité les opérations financières.

EXERCICE SUR LES MENAGES

➔ Faire les comptes des ménages (sauf le compte financier) :

⇒ Opérations sur les produits :

- Prod° marchande : 26
- PEFP : 12
- CI : 8
- FBCF : 8
- Dépense de conso : 85

⇒ Opérations de répartition :

- Autres impôts sur la prod° : 1
- Subventions d'exploitations : 0,3
- Rému des salariés (v) : 4
- Rému des salariés (r) : 80
- Intérêts versés : 4
- Intérêts reçus : 4
- Autres R de la propriété (v) : 0,3
- Dividende : 2
- Autres R de la propriété (r) : 5
- Cotisations sociales : 32
- Prestations sociales : 33
- Impôts sur le R : 14

COMPTE DE PRODUCTION	
CI : 8	Production : (mde + PEFP) = 12 + 26 = 38
VAB : 30	
COMPTE D'EXPLOITATION	
Rémunération des w ^E (v) : 4	VAB : 30
Impôts liés à la prop nette de subventions d'exploitations : $1 - 0,3 = 0,7$	
EBE : 25,3	
COMPTE D'AFFECTATION DES R PRIMAIRES	
R de la prop (v) : $4 + 0,3 = 4,3$	EBE : 25,3
SBRP : 112	Rému des wE (r) : $4 + 2 + 5$
COMPTE DE DISTRIBUTION SECONDAIRE DU R	
IRPP : 14	SBRP : 112
Cotisations sociales : 32	Prestations sociales : 33
RDB : 99	
COMPTE D'UTILISATION DU R	
Dépense de conso : 85	RDB : 99
EB : 14	
COMPTE DE CAPITAL	
FBCF : 8	EB : 14
Capacité de financement : 6	

Ajout sur les comptes des ménages

La notion de conso des ménages nécessite un traitement spécial en compta nationale. Cela car il en existe 2 types : Une conso est financée directement par les ménages avec leur R, mais ceux-ci consomment aussi des S non marchands financés indirectement par les impôts.

Ainsi le niveau de vie des ménages et leur niveau de conso réelle dépend aussi des conso en S non marchands financés par les APU. Pour tenir compte de cela et réaliser une comparaison internationale + valable, on introduit 2 comptes après le Cpte dedistri 2ndaire du R (ils existent aussi pr les APU) :

⇒ Compte de redistribution du R en nature

Emploi	Ressources
*solde : RDAjustéB	*RDB
	*transferts en nature

Transferts en nature : transferts de l'Adm aux ménages. Ce st des tranferts qui ont une affectation précise. Ex : prestations sociales de type allocation logement, remboursement des dépenses de santé, transferts de B et S non marchands individuels. On dit en nature car c'est une aide au financement dt on ne peut pas faire tt ce qu'on veut. (on ne peut pas utiliser l'allocation logement pr acheter des patates)

⇒ Compte d'utilisation du R ajusté

Emploi	Ressources
*Conso finale effective (CEF)	*RDAB
*solde : EB	*transferts en nature

CEF = dépense de conso des ménages + valeur des transferts en nature (S inclus ds le compte d'utilisation du R ss la rubrique « dépense de conso indiv des Adm) . Elle donne une idée + précise du niveau effectif de

conso des ménages (en effet ts les pays n'offrent pas le même volume de S non marchands (dt bcp st des transferts en nature))

CEF des ménages > à leurs dépenses de conso finale

CEF des APU < à leurs dépenses de conso finale puisqu'elle ne comprend que les S collectifs.

====>Exercices du poly p.16<=====

Ds l'exercice sur les APU, leurs **dépenses de conso finale > à leur prod°**. Cela s'explique par le fait qu'elles versent des subventions à certaines associations ou entreprises qui effectuent partiellement des missions de S public (prod° de S non marchands au nom de l'adm). Les S non md st censés être consommés par l'adm, mais ils ont été produits par d'autres secteurs (associations, ISBSLM..), dc ils st comptabilisé ds la prod° de ces secteurs (adm ...)

Adm se décharge de certains S publics en donnant des subvention à des associations. Ces S publics non md qui ont été fournis par des associations st dc comptabilisé ds la prod° des associations (ISBSLM), mais ds la conso des APU. => Comme on ne sait pas qui les consomme on considère que les APU les consomment eux-même.

III. Les opérations financières

Les comptes financiers s'inscrivent en variation d'actif/passif

Ils retracent les opérations relatives à la création et à la circulation des moyens de paiement et de financement. Ces opérations financières portent sur des droits financiers qui sont :

- des créances (actifs) pr celui qui les acquiert ou les cède
- des dettes (passifs) pr celui qui les contracte ou les rembourse

Il en existe 2 types :

- (1) opérations financière qui st la contrepartie d'opérations non financières
- (2) opérations Purement financières

Ex : L'achat d'une mdise est une opération sur B et S qui correspond soit à une CI soit à une DC soit une FBCF (selon la nature du B et de l'acheteur). A cet achat correspond la circulation d'un ou plsr instruments financiers. Par exemple, à la cafétéria, on achète un café. Cette opération est enregistrée ds les DC des ménages et ds une partie de la prod° des APU. Je paye comptant => j'ai utilisé de la monnaie. Or pr moi , monnaie = actif. Ainsi après avoir utilisé de la monnaie, j'ai moins d'actif et les APU en ont plus.

Imaginons que je suis un ménage et j'achète une voiture : => DC (si j'étais une SNF ce serait FBCF). Je paye la moitié comptant et le reste à crédit (on utilise 2 instruments financiers)

1^{er} enregistrement => Opérations sur B et S : Prod° des SNF et DC des ménages

2^e enregistrement => Si le crédit m'est accordé par une banque : la SNF va recevoir l'équivalent de la valeur en monnaie et moi, j'aurais une diminution des actifs et une aug des passifs (je me suis endetté). La banque, elle, va avoir sur moi une créance.

Opérations purement financières : Je veux acheter des actions.

*J'en paye une partie avec la monnaie déposée sur mon compte courant

*Le reste est payé par la revente de mes obligations, emprunt en banque

Ainsi pr acheter des actions, je vais avoir besoin d'un enregistrement sur la monnaie, sur les actions, sur les obligations, pr le crédit (tt cela pr chaque secteur) .. Dc une seule opération financière, qu'elle soit la contrepartie d'OF ou d'ONF est relativement complexe car on enregistre par instrument financier.

L'intérêt d'une OF est dc de saisir la nature du financement puisque les différents modes de financement ont sur la conjoncture des impacts variables. (la même opération, financée de façon différente, relève d'analyses différentes)

Les opérations financières st **enregistrée par instruments financiers**. Ceux-ci st classés par ordre de liquidité décroissante

D La liquidité d'un instrument financier : degré de rapidité de conversion en monnaie compte tenu du risque.

Ex : On a de la monnaie sur un livret de compte d'épargne => C'est un instrument complètement liquide car à tt moment on peut retirer de l'argent, il n'y a aucun risques et aucun coût.

Par contre, si on veut revendre nos actions pr obtenir de la monnaie. Si c'st à un moment où la bourse est en baisse, il y aura une perte. Le degré de liquidité est dc moindre car le risque de perte peut être important.

Classement du + liquide au – liquide :

Instruments de paiement internationaux = devise

Instruments de paiement nationaux = monnaie

Instruments de placement = titres du mE monétaire, obligations, actions, prêt à CT/MT et LT

La monnaie est considérée comme une créance sur le système bancaire pr tous les secteurs institutionnels internes, à l'exception du système bancaire (Sté financières) pr lequel elle est une dette. (Elle figurera dc au passif du secteur financier)

Les devises st considérées comme une créance sur le RDM pr les secteurs institutionnels internes et comme une dette pr le RDM (devise = droit sur les éco étrangères)

Le solde du compte financier est porté du coté de passifs pr ts les secteurs institutionnels et du coté variation d'actifs pr le RDM. Il est égal à la capacité ou au besoin de financement.

Exercice

1* Une sté vend un B d'une valeur de 1000 à un ménage qui paie comptant. Enregistrer cette

opération ds 4 ctes: Cte de prod°, d'utilisation du R des ménages, Cte financier des Sté et Ménages

2* Un ménage effectue un achat à crédit de 2000 auprès d'une sté. Celui-ci est financé par la sté par l'intermédiaire d'un prêt à moyen terme

3* Une banque prête 100 à un ménage

IV. Le Tableau économique d'ensemble (TEE)

Le TEE est un **tableau synthétique** où sont réunis les comptes de tous les secteurs institutionnels et les comptes retraçant les échanges de l'éco nationale avec le RDM.

- Les **Emplois** des comptes courants et les **variations d'actifs** sont inscrits ds la **partie gauche**
- Les **Ressources** et les **variations de Passif** sont inscrits ds la **partie droite**

Les colonnes

- Chaque partie du TEE comporte une **colonne pr chacun des secteurs institutionnels internes**
- Puis, ds la **colonne « nv »**, correspond aux opérations qui n'ont pu être ventilées. Elle comprenait **les services d'intermédiation** indirectement mesurés.
- Puis, une colonne qui représente **l'éco nationale** : elle comporte la **somme de ttes les colonnes précédentes sur la même ligne**. On peut ainsi lire directement ds cette colonne, les agrégats (ex : on lit directement l'épargne brute, le RDB ...)
- Puis, une **colonne RDM**. Les comptes du RDM ne st pas découpés par rapport aux comptes des secteurs résidents et ils sont établis du point de vue du RDM. Cela signifie que nos importations st une ressources pr le RDM et nos X un emploi.
- Mais aussi des colonnes plus particulières :

Colonne des B et S (pas présente ds le TEE simplifié p.39)

Ds le TEE les opérations doivent être **équilibrées en ligne**.

*Les **opérations de répartition** se rééquilibrent naturellement en ligne. Ex: L'IR est payé par les ménages et reçu par l'adm.

*Mais les **opérations sur les produits** ne s'équilibre que globalement. Ex : La prod° est portée en ressource du compte de prod° et les emplois correspondant (X, FBCF, DC ...) st réparties sur des lignes et des comptes différents.

*La colonne B et S sert dc simplement au **rééquilibrage comptable en ligne**. Par ex, ici cette colonne n'existe pas et on peut constater des déséquilibres. Not. pr la prod° marchande : en ressource on a 1507 et en emploi, rien.

Chaque opération est enregistrée sur une seule ligne mais certaines opérations relèvent de plsr comptes. Par exemple, à gauche, en emploi, la rémunération des wé se trouve ds le compte d'exploitation des employeurs, mais en ressources, on retrouve ce chiffre ds le compte de R des ménages.

Les comptes st donc décalés à droite et à gauche. Ainsi, la VAB est le solde du compte de prod° côté emploi, et c'est le 1^{er} chiffre du compte d'exploitation côté ressources.

Ce décalage provient aussi du fait qu'on fait figurer les soldes sur une seule ligne. Or les soldes appartiennent à 2 comptes.

Donc les comptes courants permettent de déterminer l'épargne qui est la 1^{ère} étape de l'accumulation du K. Puis on trouve les comptes d'accumulation (comptes de K et Cte financier)

Puis on a plsr rubriques :

- Les postes « autres chgmts » et « réévaluation » : ils décrivent des réévaluations d'actif et de passif qui ne sont pas liés à l'épargne et à des transferts volontaires de richesse.
- Ex : Le compte autre chgt va enregistrer les destructions d'actif liées aux catastrophes naturelles.
- Poste « patrimoine » : Compte de Stock (mais on ne l'étudiera pas)

Remarque : « EBE et R mixte » => R mixte : fait allusion au R des entrepreneurs individuels car il est souvent difficile pr eux de distinguer la part du R qui rémunère le K et celle qui rémunère le L.

Le TEE est celui qui est le + représentatif de la comp^{te} nationale car il comporte ts les comptes de tous les secteurs.

A partir des comptes on peut aussi calculer le PIB, à partir des R. Ainsi

$$\text{PIB} = \text{Rému des wé} + \text{EBE et R mixte} + \text{impôts sur la prod}^\circ \text{ nette de subvention}$$

La CN enregistre les valeurs de l'année courante (valeurs nominales). Si on compare 2 mesures d'un agrégat ayant même composition, les différences entre l'année 0 et l'année 1 sont le résultat sont le résultat d'une double variation : variation des qtés et variation des prix.

Un indice valeur permet de mesurer la progression entre l'année 0 et l'année 1 en tenant compte des variations de qtés et de prix.

En revanche, on appellera mesure en volume, les qtés de l'année courante multipliées par les prix d'une année antérieure choisie comme année de base. (c'est un indice de Laspeyres en fait)

C'est un indice qui pondère les qtés de l'année courante et de l'année précédente par les prix de l'année de base. Un indice en volume est dc un indice de Laspeyres

⇒ Indice en volume : les qtés varient mais les prix st considérés comme constants, dc on ne mesure que l'effet variation des qtés, c'est pr ça qu'il est dit en volume.

A partir de la CN, on élabore un certain nb de ratio permettant d'analyser le comportement des différents secteurs :

*VAB : Mesure la part de la valeur ajoutée par les stés ds les prod^o totale

*Taux de Marge : EBE/VAB (part qui reste à l'ent ds la richesse créée)

*Taux d'I : FBCF/VAB ou FBC/VAB Ce dernier ratio n'a pas tt à fait le même sens que l'autre car pr le 2^e, si il aug, cela n'est pas forcément bon. Cela peut signifier que l'aug est due à une aug de stock non désirée. En fait $\text{FBC} = \text{variation de stock} + \text{FBCF}$

(on considère que la VS est un I car c'est une immobilisation de K pour une durée > à 1 an)

*Taux d'autofinancement : EB/FBCF ou EB/FBC

D'autres ratios permettent d'analyser le comportement des ménages :

*Prop^o moyenne à consommer : $\text{DC des ménages} / \text{RDB}$

*Prop^o moyenne à épargner : EB / RDB ou $1 - \text{Prop}^\circ \text{ à consommer}$

*Prop^o marginale à consommer : $\text{variation de DC} / \text{variation du R}$

*Taux de P. Oblig sur les ménages : $(\text{impôts} + \text{cot sociales oblig}) / \text{RDB}$

Ex : si on cotise à une mutuelle complémentaire : cot sociales non oblig.

MAIS pr calculer ce taux au niveau national : $(\text{ens des impôts et cot sociales oblig}) / \text{PIB}$

*Taux de pression fiscale : impôts/RDB (il n'ya plus les cotisations..)

Ratios en relation avec les APU :

*Besoin de financement des APU : $\text{Besoin financement APU} / \text{PIB}$

=> Il est important car il a été fixé ds le traité de Maastricht que ce rapport de doit pas excéder 3%

Ratios pr le RDM :

*Taux de couverture du Commerce extérieur : $\text{X de B et S} / \text{M de B et S}$

Tableau p.28 : Il montre les principaux éléments, en px courants, du TEE